



Résumé

Perspectives macroéconomiques

L'économie africaine, qui avait rebondi après la crise économique mondiale de 2009, a marqué le pas dans le sillage des soulèvements arabes de l'an dernier, la croissance reculant de 5 % en 2010 à 3.4 % en 2011.

Mais avec la reprise en Afrique du Nord et le redressement durable des autres régions, le continent devrait voir sa croissance s'accélérer en 2012 et 2013, à respectivement 4.5 et 4.8 %. À court terme, la crise de la dette battant toujours son plein en Europe, l'économie mondiale n'est pas sortie d'affaires. Les prix des matières premières – vitaux pour l'Afrique – sont retombés de leurs niveaux record avec l'essoufflement de la demande et la recrudescence de l'offre. Ce recul devrait s'accroître pour certains produits, même si les cours resteront globalement favorables aux exportateurs africains.

La flambée des prix alimentaires et des carburants a attisé l'inflation médiane de l'Afrique, de 5.8 % en 2010 à 7.9 % en 2011. Elle devrait progressivement perdre du terrain en 2012 et 2013. Certains pays ont durci leur politique monétaire en 2011 pour endiguer le phénomène. D'autres, plus préoccupés par une croissance atone, ont maintenu des taux d'intérêt plancher. La future politique monétaire sera dictée par celle de ces deux craintes qui prendra le dessus : l'inflation ou la perspective d'une nouvelle récession mondiale.

Le redressement des finances publiques reste une priorité pour les pays dont le déficit budgétaire est relativement important, surtout s'ils sont dépendants des importations de pétrole. Dans les pays riches en ressources, la prudence budgétaire se traduira par une planification à moyen terme basée sur des hypothèses raisonnablement optimistes de prix des matières premières et une dotation supérieure des fonds souverains pour mieux se prémunir en cas de chute des recettes.

Une aggravation de la crise de la dette en Europe pourrait rejaillir sur l'Afrique en réduisant les recettes tirées des exportations de biens, des services et du tourisme. Elle pourrait aussi affecter l'aide publique au développement (APD), les investissements directs étrangers (IDE) et les transferts des migrants, sans compter une éventuelle contagion aux banques africaines.

Les répercussions commerciales semblent les plus redoutables. L'impact global sur l'Afrique dépendra de la profondeur et de la durée de la crise européenne et de ses contrecoups pour le reste de l'économie mondiale.

Sur le continent africain, la Tunisie, l'Égypte et la Libye seront suivies de près. Après les révolutions, les nouveaux gouvernements doivent instaurer la stabilité politique et améliorer l'environnement économique et social. Les rapports entre le nouvel État du Sud-Soudan et le Soudan sont aussi une source d'inquiétude. Plusieurs autres pays africains sont confrontés au mécontentement social et à des tensions régionales. Sans oublier les sécheresses et les inondations qui ont perturbé la production agricole et la sécurité alimentaire dans de nombreux pays, en particulier dans le Sahel. Les décideurs africains et la communauté internationale doivent avoir conscience de ces risques globaux et nationaux.

L'un dans l'autre, l'édition 2012 des Perspectives économiques en Afrique défend un scénario optimiste pour le continent. La croissance impressionnante de l'Afrique depuis plus de dix ans et la résilience dont elle a fait preuve pendant la grave récession mondiale y sont pour beaucoup.



Appports financiers extérieurs et recettes fiscales en Afrique

Les apports de ressources à l'Afrique ont atteint des sommets en 2011, récompensant une décennie de politiques macroéconomiques saines et de croissance soutenue, avec un taux moyen supérieur à 5 %. La nette reprise des investissements étrangers – qui ont néanmoins boudé les pays d'Afrique du Nord – a dopé les apports extérieurs. L'appétit des économies émergentes d'Asie et d'Amérique latine pour les matières premières explique la montée en flèche des cours internationaux, qui a sous-tendu les investissements en quête de ressources en Afrique.

Pourtant, cette forte croissance et cette envolée des IDE ne se sont pas traduites par des débouchés économiques supplémentaires pour l'ensemble de la population. Elles n'ont pas non plus créé suffisamment d'emplois pour satisfaire la demande. L'Afrique doit attirer davantage d'IDE en appui à sa productivité si elle veut diversifier son économie, développer son secteur privé mais aussi bénéficier des transferts de technologie et des effets de retombée. C'est par l'arme fiscale que les États parviendront à maximiser l'impact des différents types d'apports extérieurs, à travers des services publics de qualité et des politiques économiques adaptées.

Politiques commerciales et intégration régionale en Afrique

Les matières premières dominant encore largement le portefeuille d'exportations de l'Afrique, leur sort est étroitement lié aux fluctuations des cours. Ce qui accroît la vulnérabilité du continent aux chocs extérieurs et renforce la nécessité de diversifier les exportations. Le secteur des services – les voyages et le tourisme surtout – a continué sa progression, signe du véritable potentiel du continent dans ce domaine.

Les pays africains doivent multiplier leurs partenaires commerciaux, sur le continent et au-delà. La poursuite de l'intégration régionale permettra d'augmenter le niveau actuel d'échanges intra-africains et intérieurs, encore faible. Elle devrait contribuer à combler les déficits en matière d'infrastructures et d'énergie. L'Afrique doit élaborer des stratégies nationales et régionales de long terme pour faire de son engagement croissant avec ses partenaires du Sud une relation mutuellement bénéfique. Une coopération Sud-Sud accrue devrait entraîner la diversification des marchés et des investissements, surtout face aux difficultés que traversent les États-Unis et les économies européennes.

Développement humain : fuite de capitaux et pauvreté

L'Afrique subsaharienne est la lanterne rouge du classement de l'indice de développement humain agrégé pour l'année 2011, quand bien même elle arrive deuxième pour la rapidité de progression sur la période 2000-11. L'amélioration des politiques ne suffira pas pour entraîner une progression sensible et durable du développement humain. Il faudra mobiliser en parallèle les ressources conjuguées de l'APD, des transferts des migrants, des IDE et des recettes fiscales pour pouvoir combler le déficit de capital humain. L'accélération des investissements dans les infrastructures économiques et sociales exige aussi de mettre fin aux fuites de capitaux, qui auraient « privé » le développement humain de quelque 700 milliards de dollars (USD) entre 1970 et 2008. Les acteurs organisant cette évasion ayant à la fois un pied en Afrique et un autre ailleurs, la coopération internationale paraît indispensable.

La gouvernance politique

Dans le sillage du « printemps arabe » de 2011, des partis politiques d'obédience islamique ont remporté les élections législatives au Maroc, en Tunisie et en Égypte. Sous la coupe de régimes répressifs pendant des décennies, ces pays devront instaurer un nouveau contrat social pour



répondre aux attentes immenses soulevées par les révolutions dans toutes les couches de la société et permettre à leurs économies de rebondir rapidement.

Les citoyens d'autres pays africains ont eux aussi réclamé davantage de droits civiques et des politiques sociales plus adéquates. Ces mouvements traduisent une tendance de la population africaine à opter de plus en plus pour un mode d'expression pacifique de leurs aspirations légitimes. Cette nouvelle nature des protestations est le signe de processus politiques plus mûres dans la plupart des pays africains, les gouvernements autorisant plus systématiquement une expression apaisée des attentes.

Promouvoir l'emploi des jeunes

L'Afrique est le continent le plus jeune du monde en termes de population. Celle-ci augmente rapidement. Des centaines de millions de jeunes Africains quitteront le système éducatif dans les prochaines décennies, à tous les niveaux, et rechercheront un emploi. Les jeunes chômeurs et les travailleurs pauvres rencontrent de multiples obstacles et défis, variables selon les pays. La question de l'emploi des jeunes se résume surtout à un problème de qualité dans les pays à faible revenu et de quantité dans les pays à revenu intermédiaire (PRI). Dans les pays pauvres, les jeunes constituent la majorité des titulaires d'emplois précaires et des travailleurs pauvres. Dans les PRI de la tranche supérieure, un plus grand nombre de jeunes sont chômeurs, découragés ou inactifs. Dans tous les groupes de pays, davantage de jeunes sont démoralisés que chômeurs, ce qui suggère que l'enjeu du travail des jeunes a été sous-estimé.

Certaines conclusions s'imposent. Le secteur public, qui n'a guère de chance de se développer, ne pourra pas absorber la vague de jeunes demandeurs d'emploi. Le secteur privé formel monte en puissance mais il part de trop bas. Il faut soutenir les entreprises formelles actuelles – première source d'emplois associés à un salaire de subsistance – pour leur permettre de se développer et de gagner en compétitivité. Surtout, il faut s'intéresser au secteur informel et rural parce que c'est de là que viendront l'essentiel des nouveaux emplois. Les pouvoirs publics doivent lever les obstacles à l'activité des nombreuses petites entités informelles pour les aider à croître et créer des emplois décents.

Dans un grand nombre de pays, les écoles et les centres de formation n'impartissent pas aux jeunes les compétences recherchées par les employeurs. C'est un problème général. Mais au-delà du rapprochement nécessaire entre systèmes éducatifs et attentes des marchés du travail, experts nationaux et jeunes considèrent que le principal obstacle à l'accès des jeunes aux marchés du travail africains se situe du côté de la demande de main-d'œuvre.

Les gouvernements doivent apporter des réponses plus adaptées. De nombreux programmes officiels ont été ou sont mis en œuvre mais leur bilan est médiocre en termes de résultats durables. L'absence de connaissances sur les solutions efficaces ou inopérantes – étroitement liée au cruel manque de données sur l'emploi en Afrique – fait partie des défauts majeurs des interventions censées favoriser l'emploi des jeunes. Mais le manque fréquent de concertation entre organismes gouvernementaux est aussi à incriminer, qui conduit à des initiatives éclatées, et parfois même concurrentes, en dehors de toute stratégie efficace.

Malgré des perspectives difficiles à court terme, l'horizon à long terme paraît nettement plus dégagé, pour autant que les dirigeants africains s'attèlent vraiment aux obstacles que rencontrent les jeunes. L'amélioration de l'éducation, l'émergence des nouvelles technologies et une urbanisation rapide sont autant d'occasions d'assurer le développement sectoriel et la création d'emplois. Enfin, les secteurs informel et rural, longtemps considérés comme des poids morts, se révèlent être un vivier de talents entrepreneuriaux qui – sous réserve de politiques publiques adéquates – pourraient changer les perspectives d'emploi des jeunes.



Extrait de :
African Economic Outlook 2012
Promoting Youth Employment

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/aeo-2012-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Banque africaine de développement, *et al.* (2012), « Résumé », dans *African Economic Outlook 2012 : Promoting Youth Employment*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/aeo-2012-2-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.